

“ELLES CROIENT QU’ON N’EST PAS CAPABLES DE CHANGER LES COUCHES”

# La guerre des sexes

NOUVEL OBS  
18 AVRIL 13  
n. 92

Dans 72% des divorces, la garde des enfants revient à la mère. Des pères, de plus en plus nombreux, protestent, perchés sur une grue de chantier ou sur le toit d’une église. Des coups d’éclat dignes des masculinistes

Is ont désormais leur page Facebook et un logo : un tigre rouge sang encerclé du symbole masculin.

Forts de leur succès médiatique, les « papas » – ils tiennent au mot – veulent une révolution : le « printemps des pères ». Comme si, privés de leurs enfants après une séparation, ils étaient victimes d’un déni de démocratie. Leur ennemi, c’est la justice, faite à leurs yeux par et pour les femmes.

L’offensive a commencé en février quand Serge Charnay, 42 ans, informaticien au chômage, et Nicolas Moreno, 34 ans, grimpeur-élagueur, se sont hissés sur des grues de chantier à Nantes. Le premier, sous le coup d’une condamnation pour soustraction d’enfant, n’a pas vu son fils Benoît, 6 ans, depuis deux ans. Quant au second, son ex-compagne est partie vivre avec leurs enfants de 1 ans et 2 ans à 750 kilomètres de chez lui. Personne n’a oublié le discours de Serge Charnay, une fois redescendu sur la terre ferme : « Ces bonnes femmes croient toujours qu’on n’est pas capables de changer les couches d’un enfant. Les femmes qui nous gouvernent se foutent toujours de la gueule des papas. » Dans la foulée, les associations SOS Papa, SVP Papa et la Fédération des Mouvements de la Condition paternelle étaient reçues par... les ministres Christiane Taubira (Justice) et Dominique Bertinotti (Famille). Le mouvement s’est depuis propagé. Mardi dernier à Caen, Clivier Munoz-Rodriguez, 34 ans, est monté sur le toit de l’église Saint-Pierre pour protester contre la lenteur de la justice à statuer sur la garde de son fils de 10 mois. Le 21 mars, des pères avaient grimpé l’un sur un pylône dans le Calvados, l’autre en haut d’une structure métallique dans les Côtes-d’Armor. Nicolas Moreno, lui, s’est retranché sur le toit d’un bâtiment près du Palais de Papes



Un père en lutte installé en haut du musée du Petit-Palais, à Avignon, le 21 mars

à Avignon, avec une banderole « Habemus Papas ».

Dans une tribune publiée par « le Monde », le cinéaste belge Patric Jean a associé ces manifestations au mouvement masculiniste – ces militants antiféministes, voire misogynes, qui sévissent au Canada et en Grande-Bretagne. Il les connaît pour les avoir infiltrés. Les pères français nient toute influence étrangère, mais s’inspirent du groupe Fathers 4 Justice, dont l’un des membres, Benoît Leroux, avait escaladé, il y a huit ans, le pont Jacques-Cartier à Montréal. « Les masculinistes sont apparus aux Etats-Unis à la fin des années 1950. Les pères divorcés tenaient des tribunes dans des magazines tels que “Playboy” et “Penthouse” pour exiger de ne plus payer de

pension alimentaire », raconte Martin Dufresne, militant féministe de longue date au Canada. Avec l’explosion des divorces, des pères ont demandé la garde alternée, dès la séparation. Selon eux, les mères les coupent de leurs enfants, victimes du fameux « syndrome d’aliénation parentale », qui n’a pourtant aucun fondement psychiatrique.

« Les mères sont toujours favorisées par la justice », assure Fabrice Mejias, président de SOS Papa, créé en 1990. Il n’a pas vu son fils avant ses 5 ans. Le ministère de la Justice indique que dans 72% des divorces la garde revient à la mère. Pour la simple raison que la plupart du temps les deux parents sont d’accord pour qu’il en soit ainsi. « Peu de pères demandent la résidence principale », souligne Marie Leymarie, juge aux affaires familiales à Paris. Emmanuelle Wattraint, sa collègue de Boulogne-sur-Mer, précise : « Je n’ai eu à trancher le problème de la résidence que sur 13% des divorces dont je me suis occupée. Quant aux séparations hors divorce, 77% des couples étaient d’accord. Et, parmi eux, 80% souhaitaient que la mère ait la garde. »

Conflictuelle dans très peu de cas, la garde des enfants masque une guerre des sexes toujours ardente. « On vit dans un climat idéologique où l’on considère que seules les femmes sont des victimes », peste Patrick Guillot, à la tête du Groupe d’Etudes sur les Sexismes, une association masculiniste, contrairement à ce que son nom laisse penser. Les féministes, elles, dénoncent un « backlash » – une réaction à l’émancipation féminine. A l’heure des familles monoparentales et du mariage pour tous, quelle place pour le paterfamilias ? Privés de leurs prérogatives d’antan au sein du foyer, ils plaident désormais pour l’égalité entre les sexes.

BÉRÉNICE ROCFORT-GIOVANNI